

Groupe du 27 dans la Campagne

Aix-en-Provence et Pays d'Aix

Mars 2008

QUI SOMMES-NOUS ?

Le groupe du 27 (du nom de la première réunion publique du 27 septembre 2004) est un groupe informel composé de structures (lieux, compagnies, diffuseurs) de spectacle vivant (théâtre, musique et danse) basées ou ayant leur activité à Aix-en-Provence et dans le pays d'Aix. Toutes appartiennent à cette zone de la culture qu'on appelle aujourd'hui de « proximité » et qui relie démarche artistique et action culturelle

Rassemblés à l'origine en 2004 en raison de difficultés de dialogue avec la municipalité d'Aix-en-Provence, les membres se sont fixés comme objectifs de :

- Dialoguer, échanger des informations, coordonner l'action entre les membres du groupe, en mutualisant leurs moyens, tout en affirmant et respectant leurs identités.
- Proposer une plateforme d'actions et de revendications (en matière d'emploi, de budget, de fonctionnement, de conventionnement) pour que les entreprises culturelles puissent travailler et se développer sur leur territoire.
- S'unir dans le rapport aux collectivités publiques, en initiant un dialogue responsable et constructif.
- Fonder, chercher et partager avec le public et les usagers de nos structures une nouvelle relation entre art, société et territoire.

Pour ce faire, des rencontres régulières en grand groupe fixent de manière collégiale les orientations politiques et les positions publiques. Des commissions restreintes approfondissent l'étude de certains domaines et rencontrent les élus. Le Groupe du 27 organise des rencontres publiques (trois à ce jour), ses membres participent collectivement à des manifestations (Assogora), et élaborent des projets.

Ce groupe est ouvert à d'autres opérateurs sur la base d'un accord sur ses objectifs.

Liste des opérateurs membres au 1^{er} janvier 2008 :

**3 Bis F
Amis du Théâtre
Populaire d'Aix-en-
Provence
Groupe Bernard Menaut,
Cie Fragments,
Cie In Pulverem
Reverteris,
Cie Debrid'arts,
Cie La Variante,
Cie Marie-Hélène
Desmaris,
Senna'ga cie,
L'Auguste théâtre,
Opening Nights,
Théâtre Antoine Vitez,
Théâtre des 4 Dauphins,
Théâtre des Ateliers,
Théâtre du Maquis,
Théâtre et Chansons,
Trafic d'arts.**



T COMME TAUPES...

*Nous avons choisi comme image totémique **la taupe***

Comme les taupes, nous travaillons à l'horizontale. Nous essayons de petites manifestations verticales nombreuses dont aucune n'apparaît comme une cathédrale. Ce faisant, nous mettons à jour la terre du dessous, nous révélons ce qu'il y a sous la surface et le ramenons sous le ciel, nous travaillons le terrain. Ces taupinières dérisoires, ces trous apparemment intempestifs sont aussi des émergences, à l'image du travail que nous faisons : creuser le terrain local pour le mettre à jour dans la dimension de l'universel.



NOS CHOIX POUR LA CAMPAGNE

Dans cette période d'élections municipales, nous avons choisi de ne pas organiser de réunion publique, pour ne pas apparaître comme un groupe de pression intervenant directement dans des enjeux de politique politicienne. Nous tenons à rester un groupe de la société civile qui s'occupe de ses affaires en relation avec une certaine vision de la démocratie. Nous avons donc décidé de structurer une information à l'usage des candidats et des électeurs de la ville.

Les candidats ont leurs programmes en matière culturelle et les communiquent, nous avons aussi une analyse et un corps de propositions. Nous les rendons publiques pour informer chacun et alimenter réflexions et débat.

Cette information est structurée en trois volets

- **Des données chiffrées nous concernant**
- **Des propositions à lire en regard des programmes des candidats aux municipales**
- **Des convictions qui animent notre travail**
- **Une analyse qui fonde ces convictions**





DONNEES CHIFFREES

Nous avons pensé qu'il pouvait être utile, **à titre d'exemple**, de mesurer et de faire mesurer ce que nous représentons en nombre de destinataires touchés, en capacité d'emploi, en masse budgétaire, en volume d'activités. Nous disons à titre d'exemple, car nous ne représentons qu'une **petite partie du tissu culturel de proximité** pour Aix et le pays d'Aix. Ce bilan chiffré a comme objet de construire une visibilité objective face à la tendance hégémoniques des équipements culturels lourds de notre ville ou des structures relevant de labels nationaux.

Ces chiffres ont été construits à partir de fiches individuelles remplies par les seize structures que nous représentons. Ils concernent tous un bilan par année.

Les volumes d'activités : cela représente en tout **573 représentations** annuelles soit **1,5 par jour**, pour **141 spectacles différents** dont **48 créations**. Cela représente aussi la prise en charges de **128 ateliers de pratiques artistiques** et d'une **quarantaine** de manifestations autres.

Nombre de destinataires touchés : Ces activités ont rencontré en tout **56 164 spectateurs** soit une moyenne de **100 spectateurs par représentation**. Qui sont ces spectateurs ? 28% d'aixoïis, 29% d'habitants des autres communes de la CPA, 21% de spectateurs extérieurs, 22 % de publics jeunes, scolaires ou universitaires, 6% de public rencontré in situ dans les quartiers. À ce chiffre, s'ajoute le fait que la plupart d'entre-nous ont des relations plus fréquentes et privilégiées avec un certain nombre d'usagers spécifiques adhérents impliqués dans nos activités. Cela représente un groupe total de **17016 personnes associées étroitement à nos actions, dont un nombre important de bénévoles**.

Capacité d'emploi : Cela représente une masse salariale, charges comprises, de **1 350 734 €** soit **26 salariés permanents** dont **17** à temps complets et **9** à temps partiels. Cela a permis aussi d'embaucher **127 intermittents** du spectacle, des techniciens pour 5514 heures, des artistes pour 1616 cachets. Si on convertit ces chiffres en capacité de contribution pour assurer l'entrée dans le régime d'assurance chômage des intermittents, **cela donne 50 possibilités de statut soit 11 techniciens et 39 artistes**.

Masse budgétaire : Cela représente un budget annuel total de **2 417 760 €**. Ce budget est assuré à **14,42% par la ville d'Aix**, à **51,22%** par les autres financements publics (état et autres collectivités territoriales) et à **34,36% par nos ressources propres** notamment de billetterie ou des ventes de spectacles.

Commentaires et petits calculs complémentaires : On peut constater à partir de ces chiffres :

- L'importance quantitative de notre existence collective. Cela nous rappelle le slogan de nos amis artisans : « première entreprise de France » comme ils disent.
- Le fait, qu'à 16, nous ayons un budget général inférieur à celui de la plupart des équipements appartenant au réseau des labels d'Etat (CDN, CCN, Scènes nationales). Nous avons par contre une productivité bien supérieure : il est rare que ce type d'équipement assure plus de 150 représentations par an
- Un pourcentage d'autofinancement de 34,36%, manifestant l'opportunité de nos actions et la preuve de leur fréquentation. Ceci est prouvé également par le chiffre élevé des spectateurs touchés et la bonne moyenne du nombre de spectateurs par représentation. Nos activités ne sont en rien des activités intimes et fermées pour de petits groupes de complices comme le bruit en court souvent.
- Le pourcentage très faible de la prise en charge de la Ville d'Aix compte tenu du fait qu'il s'agit de structures de proximité.
- Selon ces chiffres, on peut calculer que le coût global de chaque spectateur annuel est de 45,34 euros **dont 6,53€** pour la ville d'Aix, 23,22€ pour les autres financeurs publics et 29,76€ pour les partenaires professionnels et les spectateurs eux-mêmes . Ce chiffre est très bas au regard du coût global du spectateur dans la généralité des équipements culturels. Il manifeste clairement l'existence d'une culture à deux vitesses et l'inégalité de répartition des financements publics émanant, rappelons-le, **des impôts de tous les contribuables**

En plus de ces remarques, nous tenons à dire que ces chiffres qui sont pourtant valorisants pour nous, nous n'avons pas envie de les revendiquer outre mesure. D'une part, nous sommes hostiles à des évaluations sur la base exclusive de chiffres. D'autre part à partir d'eux, on risque de nous dire : « c'est bien ! Continuez ! ». Nous affirmons ici que la tenue de cette productivité est liée à une immense précarité, à des volumes de bénévoles massifs et à un militantisme obligatoire. Ces chiffres nous condamnent en outre à une esthétique d'économie pauvre qui n'est pas forcément un choix ni pour nous ni pour nos spectateurs. Ces chiffres sont donc essentiellement là pour témoigner de la légitimité qui fonde la fermeté de notre revendication.



NOS PROPOSITIONS

Ces propositions émanent de directeurs d'entreprises, de salariés, d'artistes, de professionnels de la culture, de bénévoles qui défendent leurs métiers et leur fonction sans corporatisme et sans esprit de privilège.

Ces propositions « **pour une politique culturelle d'Aix et du pays d'Aix** » s'adressent également en partie aux autres collectivités publiques. Il n'y a pas aujourd'hui de politiques publiques sans co-financements et sans concertation des différents partenaires sur la base d'une conception globale du service public de la culture.

Enfin ce corpus de propositions particulières pour la culture est à inclure dans le projet politique global d'une équipe municipale ou d'une communauté d'agglomération notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, de transport, de démocratie locale.

Ces propositions s'organisent en trois cadres :

1/ **Pour une reconnaissance du statut d'entreprise culturelle des structures que nous représentons.**

2/ **Pour une adaptation du cadre réglementaire gérant les entreprises culturelles à l'échelle des structures de proximité**

3/ **Pour une politique culturelle plus juste et plus démocratique**

4/ **Pour une articulation plus large de la politique culturelle de la ville avec l'ensemble de la population**

1 / Pour une reconnaissance du statut d'entreprise culturelle des structures que nous représentons:

- Création d'une ligne budgétaire culture identifiable et indépendante de l'aide au monde associatif.
- Attribution d'une aide au fonctionnement pour tous, disjointe des aides aux projets.
- Mise en place de conventions triennales pour toute structure culturelle ayant été subventionnée au moins trois ans, sur la base d'un cahier des charges précis avec vote au budget primitif. Indexation des subventions sur le coût de la vie.
- Aide à l'emploi (au moins un permanent par structure) et aide à la pérennisation des emplois aidés.
- Mise à disposition mutualisée de lieux de travail et de répétitions pour les compagnies, d'un parc de matériel, de lieux de stockage, d'ateliers etc.)
- Dialogue suivi et régulier avec les élus et techniciens de la ville de façon à être des partenaires actifs et indépendants et à être associé aux opérations particulièrement accompagnées par la ville.

2/ Pour une adaptation du cadre réglementaire gérant les entreprises culturelles à l'échelle des structures de proximité

Nous entendons par là la licence d'entrepreneur du spectacle, la convention collective à laquelle nous sommes rattachés, le numéro d'objet désormais obligatoire pour nos cotisations sociales. Nous revendiquons en outre la mise en place d'une représentation professionnelle élue dans les instances de décision et d'évaluation en ce qui concerne les aides publiques au domaine artistique et culturel.

3/ Pour une politique culturelle plus juste et plus démocratique

- Augmentation notable du budget culturel de la ville et de la CPA, compte tenu des équipements lourds (anciens et nouveaux) présents sur Aix qui ne doivent pas empêcher le développement des autres dimensions de la politique culturelle.
- Répartition plus juste de l'argent public. Travailler à réduire significativement les écarts budgétaires entre les équipements lourds et les structures de proximité permettant enfin à celles-ci de pouvoir être partie prenante de l'ensemble des missions de service public en matière de culture.
- Publication annuelle des chiffres concernant la culture
- Définition explicite des critères d'attribution des subventions prenant en compte la spécificité des actions, le volume d'emploi, le volume d'activités (locales, régionales, nationales, internationales) et enfin l'état des cofinancement

- Construction d'un équilibre entre la tendance croissante des collectivités publiques à être des opérateurs culturels directs et les initiatives des entreprises culturelles et de la société civile.
- Organisation d'une évaluation permanente en concertation avec les professionnels du champ et les forces sociales concernées.
- Création de commissions culturelles consultatives largement ouvertes aux entreprises culturelles et aux associations mais aussi aux citoyens à l'échelon de la ville d'Aix comme à celui de la CPA.
- Inventaire des locaux culturels existants ou potentiels et optimisation de leurs conditions d'utilisations dans un esprit d'ouverture, de pluralisme et de mutualisation.
- Amélioration du fonctionnement du service culturel de la ville et de la CPA : organigramme précis opérationnel, indiquant clairement les fonctions et le cadre d'emploi de chacun.

4/ Pour une articulation plus large de la politique culturelle de la ville avec l'ensemble de la population

- Fléchage immédiat des lieux culturels (demandé depuis 15 ans)
- Création d'outils de communication exigeants, faisant réellement le lien entre les initiatives culturelles et le public. Organisation opérationnelle de leur diffusion.
- Aide au journalisme culturel.
- Initiatives pour mettre en relation :
 - Équipements socio culturels et culturels,
 - Secteurs scolaires, universitaires et secteur culturel,
 - Formation permanente, emploi, et sensibilisation artistique.
 - Espace de la rue et expressions culturelles
- Création d'un service ou pôle culturel dans chaque établissement scolaire et dans tout organisme ou entreprise de plus de cinquante personnes.
- Organisation de transports le soir permettant notamment l'accès aux lieux culturels

27 CONVICTIONS 27



- 1/Éviter tout corporatisme tout en revendiquant fortement la reconnaissance de nos métiers.
- 2/ En finir avec le chantage permanent à la mort des artistes et son corollaire l'esprit de charité.
- 3/ S'exercer à tenir une attitude humble et vivifiante, exigeante et fraternelle.
- 4 /Refuser les replis identitaires : chacun sur son territoire ou son style.
- 5/ Mesurer les ferments de concurrence et de compétition que provoque entre nous la précarité et les combattre
- 6/Voir ce qui nous relie au monde et dans le monde.
- 7/ Distinguer dans nos pratiques la tenue de la position artistique et le souci du statut professionnel
- 8/ Lever les frontières culturelles entre les différents milieux sociaux et entre la Culture et la Vie.
- 9/ Refuser toutes les formes d'utilisation de l'art et de la culture comme « valeur de distinction » .
- 10/ Refuser la transformation de l'art en marchandise sans en nier la dimension économique.
- 11/ Agir pour l'interculturalité comme déplacement réciproque et non comme faux respect des différences.
- 12 / Travailler à un dialogue qualitatif avec les hommes politiques.
- 13/ Ne pas se placer face à eux dans le clientélisme, ne pas les réduire à des tiroirs caisse, ne pas utiliser leur pouvoir à notre légitimation
- 14/ Assumer l'auto proclamation caractéristique de nos métiers, elle nous force à nous autoriser et à devenir auteurs de nos actes.

- 15/** Pour l'art comme pensée.
- 16/** Pour remettre le public au centre de notre adresse.
- 17/** En finir avec la notion de publics au pluriels comme cibles de commercialisation .
- 18/** Pour une démocratie fondée sur le risque de la prise de parole de chacun et non sur la communication.
- 19/** Revendiquer le partage généralisé possible de l'expérience artistique plutôt que l'éducation artistique pour tous.
- 20/** Travailler pour que plaire et divertir ne soient pas contradictoires avec éduquer et émanciper.
- 21/** Agir contre la gestion technocratique de nos métiers et la fragmentation de la culture en zones spécialisées.
- 22/** Travailler pour renouveler les relations entre création, diffusion, médiation : refuser cette division du travail et penser les conditions concrètes de la solidarité et de la coopération en ces domaines.
- 23/** Agir pour la refondation d'un service public de la culture et pour la mise en place d'un système partenarial d'évaluation.
- 24/** Revendiquer avec force une économie de la culture plus juste : Distribuer plus égalitairement les aides à ceux qui produisent. Aller vers la gratuité pour les spectateurs et usagers de façon à ne pas en faire des clients.
- 25/** Encourager par contre le soutien financier individuel du spectateur à la culture.
- 26/** Réclamer le développement de la formation initiale et continue en arts.
- 27/** Agir pour le développement d'une critique d'art exigeante et populaire notamment grâce au renouveau du journalisme culturel et à une réforme de la télévision publique.



POUR UNE ANALYSE

Un consensus politique mou et une gestion technocratique.

En matière de politique culturelle, la situation actuelle manque de clarté et de radicalité. Elle repose sur les principes hérités des mouvements d'éducation populaire qui restent le fondement politique du service public de la culture. Mais en fait les formes d'actualisation et d'application de ces principes, au cours du temps, ressemble parfois à de la trahison, en tout cas manifeste la confiscation de leur légitimité par le corps des établissements culturels d'état.

En liaison lâche avec ce soubassement politique, les décisions se prennent, les politiques se construisent, selon des méthodes qui relèvent, comme pour biens d'autres domaines, de la « Real Politik » et des jeux d'opinions.

De plus en plus la culture devient une sphère autonome de la vie de nos sociétés. Sa gestion de plus en plus technocratique se fait selon des corps de dispositifs autosuffisants .

Trois systèmes de valeurs contradictoires à l'oeuvre.

En fait, derrière cette situation marquée par un fondement politique faible et une gestion technocratique généralisée, les politiques culturelles reposent sur **trois systèmes de valeurs contradictoires et concurrents**. Le jeu ambigu entre eux fabrique la faiblesse actuelle du sens des politiques culturelles et la criante inégalité des financements publics en ces domaines.

Ces trois discours, il nous paraît utile de les distinguer et de les faire mesurer à nos lecteurs . Nous allons les reconstituer ci-dessous en marquant par des guillemets qu'il ne s'agit pas de notre pensée mais des différents courants d'opinions auxquels nous sommes confrontés.

Discours 1 : l'art et la culture : un moyen spécifique pour travailler le lien toujours en mouvement entre, démocratie et histoire, liberté individuelle et instauration de la communauté.

« La culture et l'art constituent une position importante dans le vivre ensemble, la construction de la démocratie et le travail d'émancipation. C'est en fonction de cela qu'ils reçoivent de l'argent public, et que, bien qu'ils s'ancrent dans ce qu'il y a en chacun de privé, ils peuvent s'inscrire dans le « service public ». Mais quelle est plus précisément leur fonction aujourd'hui ? Nos sociétés, qui deviennent de plus en plus laïques du fait du capitalisme généralisé, tentent, non sans crise, de refonder le lien social sans recours à des transcendances extérieures. L'universel doit se tisser aujourd'hui à partir du local. Il y a là, pour la construction de l'avenir, une mutation à accompagner et un enjeu démocratique majeur. L'art et la culture sont des axes privilégiés pour ce travail car ils mettent en tension la puissance publique et la liberté en construction des individus. Visant toujours l'universalité d'un peuple, ils préviennent l'instauration des communautarismes. »

Discours 2 : l'art et la culture : un supplément de valeur symbolique à distribuer et à la disposition des pouvoirs.

« La vie culturelle et l'art ne sont que des survivances du sacré, mais il faut le taire car ces survivances sont utiles. Elles peuvent continuer à prouver la liberté et la capacité de sens de nos démocraties laïques. Elles servent donc de supplément d'âme à des sociétés de plus en plus fondées sur les flux économiques et sur la seule gestion du réel. Cette valeur ajoutée réconcilie l'élite et la masse dans la brillance de la singularité célébrée. L'universel, alors c'est un « fourre tout », délimité par le seul critère du « reconnu » : sublime, patrimonial, classique, contemporain, postmoderne, y compris ce qui émerge sur la scène de la culture de masse. Il faut seulement que cela se voie et creuse un espace de séparation entre le réel qui fait loi et l'exceptionnel qui fait valeur et foi. Les politiques culturelles ont comme fonction la distribution de cette valeur distinctive en respectant toutefois les positions de classes et les enjeux d'un pouvoir qui s'en sert aussi pour à sa propre distinction. Grâce à cette distribution différentielle, elles deviennent alors un des moteurs principaux de la constitution des communautarismes, modes de gestion du vivre ensemble sans universel. »

Discours 3 : l'art et la culture : une zone d'activités et de biens à gérer.

« La culture qui englobe alors l'art, c'est un corps de pratiques et d'objets qui correspondent aujourd'hui à des besoins. Son critère de légitimité, c'est l'étendue de son audience, la réalité de sa fréquentation, et la satisfaction du consommateur et de l'utilisateur. Il convient de satisfaire le droit à la consommation culturelle dont chacun est désormais porteur. L'art et la culture doivent être donc pluralistes et accessibles à tous. La puissance publique a comme responsabilité ces deux derniers éléments mais n'a pas d'autres enjeux ni devoirs que cette répartition démocratisée des biens. Liée aux besoins de l'utilisateur, la culture, libérée de ses devoirs d'état, doit donc entrer davantage dans une économie privée, trouver ses financements propres et ses modes de reconnaissance auprès des publics. Elle doit adapter l'offre à la demande potentielle comme la production industrielle. Sa spécificité est liée à la nature de ses activités, mais obéit aux méthodes générales du marketing appelée souvent dans son cas médiation. »

Ce que fabrique l'imbrication de ces trois discours

Ces trois discours qui ont chacun leur cohérence, sont entre eux antinomiques. Pourtant ils sont tenus en même temps dans les dispositifs actuels des politiques culturelles publiques. On ne saurait s'en étonner, car nous y retrouvons les modèles politiques de nos sociétés au-delà des clivages droite-gauche. **En fait, c'est la répartition des aides publiques qui peut seule manifester comment, ensemble, ils s'articulent, influencent les politiques culturelles et sous-tendent les décisions.**

Le discours 1 n'est réfuté par personne, mais n'est pas, à l'évidence, le discours dominant. Il génère directement peu de subventions et peu de collaboration avec les édiles. Les gens de culture ne sont crédibles, quand ils le tiennent, qu'à partir d'une position élevée de légitimité : artiste mondialisé par exemple. Peu de traces de ce discours dans les programmes électoraux et peu d'initiatives pour refonder le lien entre art, culture, politique et histoire. Cela fait partie, en somme, de la crise actuelle du politique. Mais attention, si les hommes politiques abandonnent ces enjeux et ne croient plus qu'au réel, ils risquent de devenir inutiles et interchangeables. Alors il n'y a plus d'autres alliances en politique que celles permettant d'avoir accès au pouvoir. Nous reconnaissons là un air du temps que nous et pas mal d'autres trouvons particulièrement dangereux.

Le discours 2 est celui qui continue, de fait, à avoir cours malgré la subversion des idéologies postmodernes. C'est lui qui constitue encore la base de l'alliance entre l'Etat et ses équipements culturels : **un mélange d'élitisme et de populisme**. De fait, il modélise tout le reste y compris la culture de proximité. Il est principalement tenu par le corps auto reproductif des fêdaux de la culture, issus du temps, où, après la deuxième guerre mondiale, la Nation fondait avec Malraux, Vilar et d'autres un service public décentralisé et confié à des animateurs-artistes engagés sur la base du discours 1. On est malheureusement loin des origines. Aujourd'hui ce secteur d'état et ceux qui, en région, en sont les copies dégradées, campent sur un privilège hérité dont ils n'assurent plus en rien la responsabilité artistique, intellectuelles et historique. Il constitue une position élitiste et corporatiste qui vient d'être malheureusement confortée par le gouvernement actuel via son Ministre de la culture.

La reconnaissance privée de l'artiste comme individu singulier, la capacité à la distinction, la capacité à produire rapidement de la valeur symbolique sont de fait les critères qui assoient la légitimité en art et fondent la distribution de l'argent public. Il nous paraît qu'il faut en finir avec ce système féodal et refonder le service public de la culture à nouveau sur la base du discours 1. Ce pourrait être un des enjeux des politiques culturelles menées par les collectivités territoriales.

Le discours 3 est celui qui est tenu, de fait, à ceux qui ne relèvent pas du discours 2, nous par exemple. Alors que la majorité de l'argent est attribuée selon une économie relevant du sacré, du luxe et du gaspillage symbolique, est constituée une deuxième dimension profane cette fois pour la masse et ses représentants. Ici, doit régner non pas l'échange symbolique mais l'échange de type marchand : producteur/consommateur. Nous sommes à l'évidence devant un paradoxe .

**À qui relève de la distinction de type privée, la majorité de l'argent public.
À qui relève de l'espace public, la nécessité de trouver des ressources privées.**

Nous avons tous payés nos impôts et dépensé, en outre, pour nos pratiques culturelles, beaucoup plus que le pas encore 1% de l'Etat. Nous demandons au peuple sa prise de conscience mais pas son argent.

En guise de synthèse

Le discours 1 doit être, pour nous, la base de l'évolution du service public de la culture. C'est celui qui inspire nos actions et le dialogue que nous tentons d'avoir avec les hommes politiques mais aussi avec les électeurs. C'est ce niveau de responsabilité qui justifie les aides publiques que nous recevons et nous sommes prêts à être entendus sur ce terrain. Nous sommes prêts aussi à participer à la création de méthodes pour une coopération plus large avec la population et pour **l'évaluation citoyenne permanente nécessaire** en ces domaines.

Le discours 2 doit, pour nous, être combattu et disparaître le plus vite possible. Il est en retard sur l'état de nos démocraties et ne génère aucun avenir ni aucune modification du contrat social. Nous demandons une refondation du service public d'état et une position claire des collectivités territoriales face à celui-ci. Il faut qu'elles rompent avec lui et ne le reproduisent pas, ni dans le soutien à un élitisme vide de sens, ni dans la tentation d'un populisme communautariste.

Le discours 3 n'est intéressant que s'il est un des éléments permettant de mesurer la réalité de notre implication sociale. Nous ne disons certes pas « donnez-nous de l'argent public en proportion de notre implication sociale ». Mais il est important que nous nous attendions à rendre des comptes sur ce point. Travaillons **avec** le plus grand nombre, et non **pour** le plus grand nombre. Contribuons à fonder, par là-même, chez chacun, la conviction de la nécessité de notre existence et de notre droit à émarger sur des fonds publics. C'est la meilleure façon pour nous de garantir notre survie et notre vie.



Le groupe du 27
groupedu27@yahoo.fr



